

Société | Tribune libre. Formation: Uber et Pauper en embuscade



Jamais les besoins en formation professionnelle n'ont été aussi prégnants ni peut être aussi bien pris en compte tant par les pouvoirs publics, les entreprises que les organismes de formation. La situation des publics en difficulté, l'accès aux savoirs de bases, les exigences en compétences professionnelles font l'objet de dispositifs, programmes et financements conséquents. Même si les collectivités sont aujourd'hui financièrement contraintes les efforts que les Régions consentent sont importants, bien ciblés et réalistes, en adéquation progressive avec les nécessités économiques. En Nouvelle Aquitaine tout particulièrement cette compétence phare est notablement dotée et organisée.

Par ailleurs les organismes de Formations sous la pression eux aussi des entreprises adaptent de mieux en mieux leur offre pour plus d'efficacité. La diversité, la professionnalisation et la proximité aux entreprises ont permis cette adaptabilité et cette qualité grandissante des prestations proposées.

Si l'on ajoute que le nombre de jeunes à former et de chômeurs en souffrance ne cesse d'augmenter, que les entreprises sont confrontées un besoin criant de main d'œuvre à adapter comment ne pas conclure à, si ce n'est un nouvel âge d'or de la Formation professionnelle, du moins à un moment privilégié.

Las, ce serait rêver d'un monde bienveillant, échappant aux appétits non contrôlés des tenants d'une économie libérale non complexée.

Un : la formation professionnelle représente un marché alléchant, **deux** : les prescripteurs publics ou privés sont exigeants d'où un challenge excitant, **trois** : les méthodes enseignées par nos brillantes Ecoles de Commerce et l'Université fournissent toutes les armes pour tenter l'aventure.

Avec de remarquables outils de management et de modèles économiques sans pitié le paysage est sur le point d'exploser

La formule est assez simple : pas de personnels encombrants (on recrute en fonction des marchés gagnés) pas de

charges plombantes (locations de locaux au moment venu) utilisation habile du numérique donnant une image de modernité absolue.

Que faire dans ces conditions des organismes qui ont, au fil des années, recruté en CDI et qui, pour répondre aux incitations des donneurs d'ordre, offrent des lieux de proximité au plus près des publics et des bassins d'emploi ?

Ainsi deux conséquences concrètes sont observées : disparition massives d'organismes d'encadrement et baisse drastique des rémunérations des formateurs pour alléger les charges.

A l'« Uberisation » s'ajoute la « paupérisation » d'une profession qui par ailleurs requière chaque jour plus d'exigence en matière d'expérience et de niveau pour le recrutement.

Cette situation paradoxale et choquante inquiète ceux qui, parmi les donneurs d'ordre, sont au fait de la complexité des tâches à accomplir et qui se soucient de la réussite des programmes de formation.

En revanche on est frappé par cette sorte de cécité de certains commanditaires qui se félicitent d'avoir fait baisser les prix, d'économiser les finances publiques sans se rendre compte du jeu de dupes d'une telle politique de l'autruche.

Pourtant le choix d'une SIEG dans l'ex région de Poitou-Charentes avait apporté un beau début de réponse : les organismes voulant concourir aux appels d'offre devaient préalablement remplir un certain nombre de conditions parmi lesquelles certains critères de gestion évitaient la ruée des vautours sur les programmes régionaux.

Si au niveau, justement des régions, le dialogue reste ouvert pour endiguer ces OPA hostiles, l'exemple en ce domaine doit aussi venir de plus haut !

Ce n'est pas sur un champ de ruine qu'on structurera un bon réseau d'organismes de formation professionnelle.

Michel Féryllot - Président d'INSUP FORMATION

*Crédit Photo : Michel Féryllot
Publié sur aqui.fr le 16/10/2016
[Url de cet article](#)*